

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 27 (1935)
Heft: 1

Artikel: À propos du front unique
Autor: Schmidlin, Fritz
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383996>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A propos du front unique.

Par Fritz Schmidlin.

Depuis quelques mois, la presse communiste suisse se donne beaucoup de peine pour persuader ses lecteurs de la nécessité d'un front unique, constitué par le mouvement ouvrier syndical, socialiste et communiste. Des actions communes sont appelées à aplanir la voie aboutissant à une communauté permanente de travail. Le but de ces actions est ainsi défini: *lutte contre le danger fasciste en Suisse et maintien des libertés démocratiques et des droits populaires.*

Pour atteindre son but, le parti communiste a entrepris une action de grande envergure. Les cellules et les sections du parti, ainsi que les organismes qui en dépendent (comité anti-fasciste, opposition syndicale révolutionnaire, groupements sportifs rouges, etc.), sont mis à contribution. La centrale communiste suisse appuie l'action en mettant à la disposition des intéressés des résolutions rédigées d'avance (manifestations spontanées) et qui, en règle générale, sont soumises aux assemblées par un participant, qui soi-disant n'adhère pas au parti communiste. En procédant de cette façon, l'on veut donner l'impression que la constitution du front unique répond aux aspirations des masses ouvrières et qu'une importante fraction du mouvement ouvrier socialiste désire ardemment coopérer avec les communistes.

Celui qui, depuis des années, milite dans le mouvement ouvrier suisse, n'aura pas de peine à juger à sa juste valeur cette nouvelle action communiste en vue de constituer un front unique. Il n'appuiera pas une manœuvre qui ne tend qu'à présenter sous un jour plus favorable la politique communiste complètement discréditée dans l'opinion publique. Cependant, il nous apparaît que l'on n'a pas réagi partout avec l'énergie nécessaire contre ces appels mielleux. Certes, on a relevé que les communistes ne prenaient pas le front unique au sérieux et qu'avant d'entrer en discussion sur cette question, il importait que les communistes cessassent leurs attaques contre le socialisme et les syndicats, mais au cours de la discussion *les questions de principe n'ont souvent pas joué un grand rôle.* Les lignes qui suivent ont pour but de réparer cette omission.

Unité syndicale?

L'unité syndicale, pour les syndicats suisses, est pour ainsi dire sans objet. Il est vrai qu'en 1927, le parti communiste a tenté de créer un mouvement syndical en propre. Quelques centaines de « fidèles » ont alors quitté l'Union syndicale en l'avertissant amicalement que sous peu notre organisation centrale ne serait plus qu'un amas de ruines. Entre temps, les effectifs de l'Union syn-

dicale ont passé de 165,000 à 230,000. L'opposition syndicale révolutionnaire, pour autant que les organisations qui lui étaient affiliées n'ont pas déjà été liquidées, est devenue un semblant d'organisme, dénué de toute influence. Quelques douzaines d'ouvriers adhèrent encore à l'« Union dissidente de l'alimentation » et à la Fédération unifiée du bâtiment, mais leur nombre diminue notablement. La seule organisation centrale existant encore, la Fédération des ouvriers du vêtement et du cuir, enregistre de nombreuses défections, tout spécialement ces derniers temps. Le résultat des élections au tribunal des prud'hommes à Bâle a confirmé le fiasco de la tactique des syndicats communistes. Le *Basler Vorwärts* constate lui-même :

« Le résultat des élections au tribunal des prud'hommes que l'on ne saurait séparer de la situation générale dans l'organisation syndicale révolutionnaire, prouve le manque total d'actions sur les masses, partant, la pratique d'une fausse politique syndicale. »

Nous n'avons rien à ajouter à cette constatation. Mais nous n'avons pas non plus de raison d'arrêter ou d'embellir la décadence de l'opposition syndicale révolutionnaire.

C'est pourquoi, même numériquement, le retour des membres de l'OSR dans les syndicats libres ne renforcerait pas ces derniers. Ce serait même un *affaiblissement*, si l'on tient compte des conséquences inévitables de ces rentrées. Car, dans les milieux communistes, on n'a nullement l'intention de s'intégrer loyalement dans l'organisation syndicale, de se soumettre à la discipline syndicale et d'observer les statuts ainsi que les décisions prises conformément à ces statuts. Tout récemment il a paru dans le *Kämpfer* un article duquel nous extrayons ce qui suit :

« En conséquence, l'innovation qu'implique la tactique actuelle du Front unique ne réside pas en ce que telle ou telle forme de front unique serait, en principe, appréciée différemment, mais bien dans le fait que les communistes usent de cette tactique avec plus d'opiniâtreté, plus de hardiesse et plus de souplesse, en ce sens qu'ils *s'engagent dans une lutte décisive contre les dirigeants socialistes et les bureaucrates des syndicats* qui sabotent les efforts faits en vue de constituer le front unique. »

Ainsi, l'on désirerait revenir le plus vite possible aux méthodes déplorables d'antan, méthodes qui dégoûtèrent des centaines de syndicalistes de toute activité syndicale et qui, en bien des endroits, empestèrent nos assemblées. Quiconque est conscient de ses responsabilités ne peut pas désirer que des événements de ce genre se répètent.

Considérés du point de vue syndical, le front unique ou l'organisation unique avec des groupements communistes ne sont pas intéressants du tout. Ce qui se passe en France actuellement ne change rien à ce fait. D'ailleurs, il y a lieu de ne pas perdre de vue que la Confédération générale du travail observe la plus grande réserve à l'endroit du front unique. Avec raison, il a été relevé qu'aux termes des *statuts* de l'Internationale syndicale rouge, les

syndicats communistes dépendent de la direction du parti communiste et qu'un pareil état de choses était inconciliable avec l'indépendance et l'autonomie des syndicats libres.

Espoirs communistes.

Ce n'est pas uniquement du point de vue syndical mais aussi considéré sous l'angle du mouvement ouvrier en général, que le front unique, que des actions communes avec des organisations communistes ne nous paraissent pas discutables. Dans quel but les communistes désirent-ils un front unique? Récemment le *Kämpfer* a publié un article d'un théoricien de l'opposition syndicale révolutionnaire, O. Piatnitzki. Ce dernier définit ainsi les avantages du front unique:

« Premièrement, il (le front unique) renforce la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie. Deuxièmement, il accroît la capacité de lutte du prolétariat et sa confiance en sa propre force. Troisièmement, il renforce l'autorité du Parti communiste sur les masses, du fait qu'il détruit la légende suivant laquelle l'activité des communistes tendrait à diviser les ouvriers. Quatrièmement, il aiguille les ouvriers socialistes sur la voie de la lutte des classes. Cinquièmement, par suite du rapprochement des ouvriers communistes et socialistes, le front unique augmente l'influence du parti communiste sur les ouvriers socialistes. »

Il n'est pas inutile d'examiner de plus près cette argumentation.

Qu'en est-il du « renforcement de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie », contre le danger fasciste et pour le maintien des droits populaires?

L'argumentation de nos communistes est décidément trop simpliste. On nous dit: Voyez l'*Allemagne*, voyez l'*Autriche*, voyez l'*Espagne* et l'on conclut: Si dans ces pays le fascisme est au pouvoir, c'est parce que la classe ouvrière était divisée. Il suffit d'éliminer la cause et le fascisme est liquidé. Si nous voulions argumenter aussi superficiellement, nous serions en droit de déclarer que, dans ce cas, les communistes sont responsables de l'avènement du fascisme, puisque dans tous les pays ce sont eux qui ont sciemment provoqué la scission du mouvement ouvrier. *Mais la question est beaucoup plus complexe.* Certes, il n'est pas douteux que la fâcheuse scission du mouvement ouvrier ait diminué la force de résistance de ce mouvement, *mais les causes du fascisme résident ailleurs. Elles résident dans le développement économique et dans l'évolution des esprits qui s'ensuivit.* L'effondrement économique a déraciné de nombreuses existences en les jetant dans la misère et dans la détresse. Il en est résulté un état de choses favorable à l'éclosion des conceptions qui sont à l'origine du fascisme.

Maintenant, il s'agit de savoir comment l'on empêchera le développement de cette évolution.

Quiconque a suivi attentivement la marche des événements à l'étranger, a pu se rendre compte que la crainte du communisme et de ses méthodes a jeté dans les bras du fascisme des milliers et des dizaines de milliers de personnes qui, vu leur situation économique et sociale, eussent dû se rallier au mouvement ouvrier. Ce qui s'est passé en Russie, et ce que les communistes allemands ont copié si servilement, c'est-à-dire la terreur et les méthodes de violence, les menaces de dictature, voilà ce qui a justifié le fascisme aux yeux de beaucoup de personnes qui le considéraient comme l'unique chance d'éviter le chaos général. *La tactique communiste a favorisé l'avènement du fascisme.* Quiconque s'est occupé sérieusement du problème que pose le fascisme, quiconque l'a combattu ne peut nier ce fait. C'est pourquoi la lutte *contre la mentalité du fascisme* ne peut pas être efficace si elle est conduite *par un groupe qui par son attitude a favorisé l'éclosion de cette mentalité.*

La lutte pour la démocratie.

Sous ce rapport, les communistes n'ont rien appris. Si, ces derniers temps, l'on s'est montré plus réservé avec les méthodes de violence, ce n'est pas par conviction, mais parce que l'on ne se sent pas assez fort pour en user. Il y a quelques semaines, l'organe communiste *L'Humanité* écrivait ce qui suit :

« Pour barrer la voie au fascisme, nous sommes prêts à combattre de concert avec les ouvriers et organisations socialistes, pour la défense des libertés démocratiques, en particulier des libertés de la classe ouvrière, mais nous pensons bien que personne ne se méprend sur l'importance que nous donnons à la défense de ces libertés démocratiques. Nous luttons pour la défense des libertés démocratiques parce que cette lutte permet à la classe ouvrière de grouper et d'organiser ses forces en vue de la lutte pour le pouvoir, pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

L'instauration de la dictature du prolétariat reste notre but, même à l'instant où nous luttons pour la défense des libertés démocratiques. »

Il faut bien se rendre compte de ce que cela signifie : On est disposé à défendre les libertés démocratiques et les droits populaires en vue de *s'en servir* pour conquérir le pouvoir. Cet objectif atteint, on s'empressera de *supprimer* la démocratie et les droits populaires, on instituera la dictature du prolétariat. Pourrait-on mieux justifier l'attitude des milieux de la droite, qui aujourd'hui aspirent à la dictature, afin de prévenir l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir ? Y a-t-il, en définitive, une différence entre la mentalité communiste et celle des fronts qui, eux aussi, se servent uniquement des droits démocratiques pour saper la démocratie, pour la supprimer dès que le moment sera favorable ?

La grande majorité de la classe ouvrière suisse se place sur le terrain démocratique. Non pas, par tactique, mais par conviction. Il ne lui est donc pas possible de s'allier, en vue de la défense des libertés démocratiques et des droits populaires, avec des

groupements qui abusent de ces libertés et de ces droits et qui, de ce fait, fournissent à la réaction les meilleures armes pour la réalisation de ses plans hostiles au peuple.

Les intérêts du parti communiste ne sont pas les intérêts de la classe ouvrière.

C'est pourquoi tous les « bienfaits », qui selon les communistes résulteraient du front unique, sont imaginaires.

Une alliance avec les communistes n'augmenterait pas, mais *diminuerait* les sympathies que possède la classe ouvrière dans les larges couches du peuple laborieux.

Les possibilités de défense contre l'intoxication fasciste ne seraient pas *améliorées* mais *affaiblies*.

La capacité combattive de la classe ouvrière, les possibilités d'élargir notre front de bataille ne seraient pas accrues mais *restreintes*.

C'est pourquoi une action commune, un front unique avec les communistes ne peuvent et ne doivent pas être envisagés en Suisse.

Que les communistes aient un intérêt au front unique, nous ne le contestons pas. Par leurs théories et leurs pratiques, ils ont perdu tout contact avec les masses ouvrières; leurs paroles ne rencontrent plus d'écho. Dans ces conditions, il est compréhensible qu'ils ressentent le besoin de regagner le terrain perdu. Le mouvement ouvrier suisse, lui, ne ressent pas ce besoin. Il n'ignore pas qu'une alliance avec les communistes l'isolerait fatalement des masses laborieuses du peuple suisse, cet isolement qui aujourd'hui condamne le parti communiste à l'impuissance et à la décadence.

Notre voie.

Pour le moment, la tâche de la classe ouvrière suisse est de lutter contre le fascisme. Il lui incombe, avant tout, de lutter contre toute mesure qui serait propre à créer une atmosphère favorable au développement des conceptions fascistes.

Sur le terrain économique, la lutte est engagée par l'*opposition à la politique de baisse des prix et des salaires* et par le lancement de l'initiative dite de crise. Ces revendications sont défendues exclusivement par des moyens démocratiques.

Cette voie rapproche le mouvement ouvrier suisse de couches populaires de plus en plus larges qui souffrent des conséquences de la crise, tout comme les ouvriers salariés. Il en résultera le *véritable front unique des masses laborieuses*, celui qui sera capable d'édifier la nouvelle Suisse, la Suisse du peuple travailleur.

Toute liaison avec les communistes nous éloignerait inmanquablement des masses populaires et nous conduirait à l'isolement.

La classe ouvrière n'aura pas de peine à choisir la voie qui lui convient.